A l’usine Ford de Blanquefort, «la direction a réussi à diviser les gens»

Par Amandine Cailhol, envoyée spéciale à Blanquefort (Gironde). Photos Thibaud Moritz pour Libération — 23 novembre 2018 à 19:56

Le 13 novembre à Blanquefort, Philippe Poutou et d’autres salariés de l’usine lors d’un rassemblement en opposition à la fermeture. Photo Thibaud Moritz

Depuis l’annonce du plan social, la résignation gagne du terrain. Tandis que des employés défilent ce samedi pour demander un repreneur, d’autres n’aspirent plus qu’à tourner la page.

A l'usine Ford de Blanquefort, «la direction a réussi à diviser les gens»

Le sourire en berne et des larmes qui ruissellent. Sur son polo, Jean-Phi, vingt ans de boîte, a dessiné un bonhomme cafardeux. Puis il l'a accroché à la grille d'entrée. Celle des «cols bleus» - gris, ici - où, tous les jours, une large partie des 870 salariés de l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, franchit un des six tourniquets. Puis s'engouffre dans ce mastodonte jaune où, depuis 1972, on construit des boîtes de vitesses automatiques. Fifi, trente-deux ans d'ancienneté, Rabah et Lolotte, vingt ans chacun au compteur, Momo, Laurence et une soixantaine d'autres, ont fait de même. Sur chaque bout de tissu, de la rancœur à la pelle et un mot : *«Viré»*.

Licenciés, pourtant, ils ne le sont pas encore. Ce samedi, ils seront quelques-uns à manifester à Blanquefort avec les élus locaux et la population, à l'appel des syndicats (CGT, FO et CGC - qui représente les cadres), pour tenter de sauver leur usine de la fermeture. D'autres resteront chez eux. Depuis le lancement par le géant américain, au printemps, d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), la résignation a gagné du terrain. *«Les gens sont usés. On sait que Ford veut fermer. On ne peut pas rivaliser avec la Roumanie ou la Turquie»,* grince un quadra. *«Faut que ça s'arrête»,* reprend sa collègue qui travaille *«dans les bureaux»* : *«L'an passé, on a fait une grosse manif. Mais là, on n'a plus envie.»* Cette grande mobilisation, c'était en janvier 2017. Sentant le coup de grisou arriver, après des années de réduction d'effectifs, les «Ford» avaient déboulé à 500 dans les rues de Bordeaux. A l'époque, la direction parlait encore d'investissements. Mais les promesses se sont envolées. Avec deux autres usines dans le monde *«en capacité de produire les mêmes produits, et seulement 15 % des véhicules européens équipés de boîtes automatiques»,* le constructeur automobile n'a plus de raison de rester en France, explique un porte-parole du groupe dont le bénéfice s'est élevé à 868,4 millions d'euros sur le seul troisième trimestre 2018.

Enfumage

Depuis, les politiques sont montés au créneau. Un axe défensif Bruno Le Maire-Philippe Poutou s'est mis en place. Le ministre de l'Economie a promis de *«se battre»* pour ce *«beau site industriel»*. Le second, technicien de maintenance, délégué CGT de l'usine - le syndicat majoritaire chez les ouvriers - et ex-candidat du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) à la présidentielle de 2017, veut *«sauver l'usine et les emplois»*. Le cégétiste joue de cet improbable duo : *«Le Maire, qui dit "une fois n'est pas coutume, je suis d'accord avec vous monsieur Poutou" ou Alain Juppé* [le maire LR de Bordeaux,

ndlr] *qui soutient les mouvements syndicaux, c'est quand même marrant.»* Ford montre d'abord patte blanche, assure chercher un repreneur, comme lui impose la loi Florange de 2014. Il annonce même le nom d'un candidat : le belge Punch. Mais le ton change vite. En octobre, tombe la mauvaise nouvelle : à la reprise, qui l'obligerait à maintenir un peu de production pour la transition, le groupe préfère la fermeture, qui offre un meilleur *«niveau de sécurité et de protection»* aux salariés. Les syndicats s'étouffent, crient à l'enfumage. L'américain veut partir vite, sans se retourner. Pourtant, il a connu de belles années ici, dans le Bordelais. *«On a donné de nos personnes pour cette boîte. On a été plus de 3 000. On travaillait même le samedi et le dimanche. On faisait jusqu'à un million de transmissions par an, se souvient un quinqua. Dire que maintenant on n'arrive pas à en faire 70 000…»*

Tous se souviennent de leur date d'entrée dans cette maison où ils sont souvent arrivés *«en bas de l'échelle»,* dans les ateliers, avant d'être formés. Tous insistent, aussi, sur *«les bonnes conditions de travail»* - presque 2 000 euros de salaire en moyenne pour les ouvriers, sans les primes. *«C'est grâce à l'usine que j'ai fait construire ma maison»,* raconte l'un d'eux. *«Les gars, ils ont quand même fait les trois-huit, des heures de nuit, du travail répétitif… A 50 ans, certains sont déjà bien abîmés»,* nuance Philippe Poutou. Qu'importe. Travailler chez Ford - *«gratter»,* comme on dit ici -, c'était parfois dur mais c'était un *«plaisir»,* assure une ancienne. *«C'était notre usine. Notre avenir.»* Puis, l'horizon s'est assombri. En 2013, le site se lance dans la production d'une nouvelle boîte automatique, la 6F35, mais l'activité décline. La suite : une succession de réorganisation, de dégraissage et de chômage technique, érode peu à peu la fierté des salariés et leur capacité à lutter. *«Les conditions de résistance sont très difficiles, les collègues sont très peu mobilisés et, même parmi celles et ceux qui ont la force de se battre, le moral n'est pas énorme»,* reconnaît Philippe Poutou.

Ce mardi matin de la mi-novembre, à cinq semaines de la dernière réunion du PSE, qui doit se tenir le 18 décembre, ils ne sont qu'une soixantaine à l'assemblée générale organisée par la CGT. Sur le parking désormais surdimensionné de l'usine, le soleil éblouit les yeux et Philippe Poutou s'improvise bonimenteur d'AG : *«On n'est pas loin de 600, là.»* L'ambiance reste rieuse. Les cégétistes font un point sur la situation : Ford reste intraitable, jugeant le projet de Punch, qui pourrait reprendre 400 emplois, pas assez solide. Il lui donne jusqu'au 25 novembre pour préciser son plan industriel. La CGT, elle, estime la reprise *«crédible».* Mais dans l'usine, certains pensent que Punch n'est pas fiable. *«On a déjà connu ça, Ford a déjà essayé de nous vendre à un holding bidon et ça a foiré. On revit la même chose là…»*râle un

salarié. C'était en 2009, l'allemand HZ avait racheté le site,mais son projet avait capoté et Ford, sous la pression, avait repris l'usine. *«Tout est fait par la direction pour que les gens n'y croient pas»,* s'énerve un participant à l'AG. Une salariée s'en prend à ceux qui *«préfèrent jouer aux cartes»* plutôt que de lutter. Sur son portable, un autre affiche fièrement la photo d'une table de poker.

Sur les grilles du site, des employés ont accroché des tee-shirts avec leur nom et leur ancienneté dans l'entreprise. Photo Thibaud Moritz

Boule au ventre

Voilà plusieurs semaines que l'usine, sans qu'il n'y ait grève, ne tourne plus. A quoi bon travailler si on doit fermer, se disent les salariés. *«En ce moment, 90 % de mon travail, c'est de boire des cafés»,* ricane un ouvrier. Mais la belote n'enlève pas la boule au ventre. *«Psychologiquement, ça n'aide pas de rester inactif. Finir une carrière comme cela, c'est triste. Je me sens en suspens. J'attends. Même à la maison, je n'attaque rien»,* s'agace un employé de l'informatique proche de la retraite. *«Il y a ceux qui veulent travailler et ceux qui ne veulent pas. Les seconds chambrent les autres, donc il y a de moins en moins de monde qui travaille»,* résume un magasinier. Il rumine contre la CGT *«gangrénée par le NPA»* : *«Si les syndicats n'en demandaient pas toujours plus, on n'en serait peut-être pas là.»* Ce «bébé Ford», entré à 17 ans, dans le sillon de ses parents, *«aurait aimé continuer. Mais si c'est pour être repris par un bras cassé, ça sert à quoi ?»* La

suite sera, jure-t-il, moins rose : *«J'ai un BEP acquis en interne. Je suis à 2 500 euros par mois. Ailleurs, si je trouve, ce sera le smic. Je vais y laisser des plumes.»*

Partir ailleurs, d'autres se posent la question. Mais où ? Chez Dassault ? Peut-être, se dit Pedro, 39 ans, plus jeune salarié du site. Il a entendu dire que le groupe aéronautique voulait renforcer son usine de Mérignac (où se trouve l'aéroport de Bordeaux). Cédric, son collègue souffle : *«Chez Ariane, par contre, l'autre grosse boîte du coin, ils vont supprimer 2 300 postes.»* En Gironde, selon l'Insee, le taux de chômage est de 8,8 %. Il est de 9,1 % en moyenne en France. *«Certains n'ont pas l'air de se rendre compte qu'il y a du chômage dehors»,* s'agace Philippe Poutou. Pour les syndicalistes, la période est rude. *«La direction a réussi à diviser les gens. Certains pensent d'abord à leurs intérêts individuels. Alors ça s'engueule»,* résume le cégétiste. *«C'est une cocotte-minute à l'intérieur»,* assure un autre. D'un côté, ceux qui espèrent sauver leur boulot à tout prix. De l'autre, ceux qui veulent tourner la page et répètent à tue-tête : *«On veut le PSE !»* Avec une moyenne d'âge de 51 ans, près de la moitié de l'effectif est «pré-retraitable». Pour eux, le PSE pourrait prévoir des chèques jusqu'à 100 000 euros. Alors, ils craignent la reprise qui pourrait faire partir leur cagnotte en fumée s'ils n'étaient pas dans la liste de ceux qu'on veut bien laisser partir.

Bagarre

L'affaire est un sac de nœuds qui n'en finit pas. Car voilà qu'en plus, selon les syndicats, Punch, sous couvert de bétonner son projet, demande aux salariés des efforts en cas de reprise. Au programme : gel des salaires pendant quatre ans, des RTT en moins, une modulation du temps de travail. Quant au groupe Ford, il *«exige tout simplement de ne plus avoir de comptes à rendre à personne […], y compris dans la gestion du PSE»,* explique la CGT. Ce qui ne facilite pas la promotion de la reprise du site auprès des salariés. *«Ce serait injuste que ce soit nous qui payions la note»,* rage Philippe Poutou. De quoi avoir envie de tout bazarder ? *«On tient le coup. On garde l'espoir de réaliser l'exploit, jure celui qui se bat aussi pour le territoire, et tous les emplois indirects. La bataille n'est pas finie. Mais l'équipe syndicale est fragilisée.»*

Chez les camarades cégétistes, il y a parfois des pleurs et de nombreuses questions : *«Pourquoi n'arrive-t-on pas à se battre avec des revendications différentes ? Pourquoi n'arrive-t-on pas à créer un rapport de force ?»* Touche d'espoir : les dernières AG, organisées avec les deux autres syndicats, ont réuni plus de monde. Pas question d'abandonner donc. *«La reprise, on veut encore y croire»,* explique aussi un responsable de la CGC. Philippe, un autre,

employé de la production, sera de la bagarre, jusqu'au bout : *«Si ça ferme, je veux partir en me disant que j'ai fait tout ce que je pouvais pour empêcher ça.»*